

# Provence-Alpes-Côte d'Azur

## BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



Édition du 12-02-2026

# VISION D'ENSEMBLE

## Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1
Autorisations logements	27 900 logts	+8,1% <span style="color: green;">▲</span>
Mises en chantier logements	21 200 logts	+9,8% <span style="color: green;">▲</span>
Mise en ventes de logements	5 170 logts	+31,7% <span style="color: green;">▲</span>
Réservations de logements	5 220 logts	-7,2% <span style="color: red;">▼</span>
Autorisations locaux	2 530 mill. m <sup>2</sup>	+2,2% <span style="color: green;">▲</span>
Mises en chantier locaux	1 333 mill. m <sup>2</sup>	+18,6% <span style="color: green;">▲</span>
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-2,6% <span style="color: red;">▼</span>
Activité du trimestre Travaux Publics		+7,1% <span style="color: green;">▲</span>
Activité cumulée Travaux Publics		+5,0% <span style="color: green;">▲</span>
BPE	2 708 160 m <sup>3</sup>	-11,5% <span style="color: red;">▼</span>
Granulats	16 690 kt	-5,7% <span style="color: red;">▼</span>
Nombre Appels Offre publiés	4 740 AO	-0,1% <span style="color: grey;">►</span>
Montant Appels Offre publiés	7,4 Md€	-0,2% <span style="color: grey;">►</span>
Salariés	117 729 sal.	-1,6% <span style="color: red;">▼</span>
Intérimaires	12 609 ETP	-6,3% <span style="color: red;">▼</span>
Dem. d'emplois	19 142 DEFM	-2,5% <span style="color: green;">▼</span>
Défaillances	1 460 ent.	-6,2% <span style="color: green;">▼</span>

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2025
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 3e trim. 2025 comparé au 3e trim. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2025 comparé au 4e trim. 2024 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 4e trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin nov. 2025
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin nov. 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 3e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin nov. 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 4e trim. 2025
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 3e trim. 2025





# BÂTIMENT

## Construction de logements neufs

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin décembre 2025		
	Evol 1 an		
Total logements commencés	21 200 lgts	+9,8%	▲
Dont individuels purs	4 000 lgts	+9,2%	▲
Dont individuels groupés	2 300 lgts	+25,9%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	14 900 lgts	+7,9%	▲
<b>Total logements autorisés</b>	<b>27 900 lgts</b>	<b>+8,1%</b>	▲
Dont individuels purs	5 000 lgts	+13,1%	▲
Dont individuels groupés	3 000 lgts	+13,4%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	20 000 lgts	+6,2%	▲

**+9,8%**

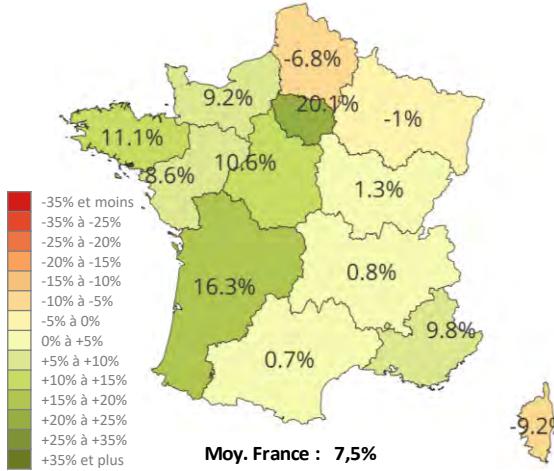
EN 1 AN

### DES MISES EN CHANTIER

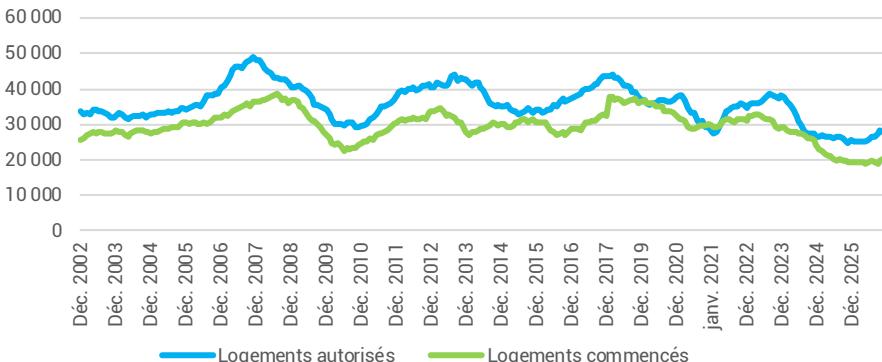
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2025)

**21 200 lgts**

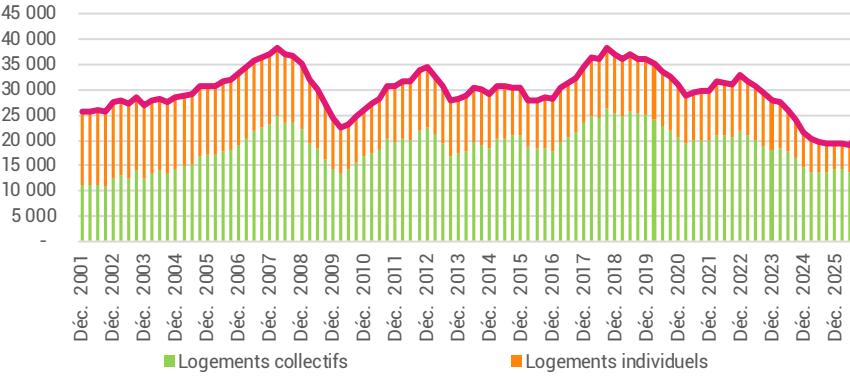
Logements commencés sur 12 mois glissants à fin déc. 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Construction neuve de logements cumul 12 mois  
Unité : 1 logement



Mises en chantier de logements cumul 12 mois  
Unité : 1 logement



**Avertissement :** Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

Par ailleurs, le SDES indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier.

Les logements mis en chantier sont en hausse de +9,8% en cumul 12 mois à fin décembre 2025 enregistrant 21 200 logements commencés. Sur le dernier trimestre de l'année 2025, cette hausse est portée par l'ensemble des logements, avec notamment une hausse de l'individuel groupé et des logements individuels purs.

On observe exactement la même tendance pour les autorisations avec 27 900 logements autorisés sur les 12 mois à fin décembre 2025, soit une hausse de +8,1% en un an, et ce, pour tout type de logements.

Pour autant, les volumes de mises en chantier et d'autorisations restent bien en-deçà de ce qui était observé par le passé.

**+8,1%**

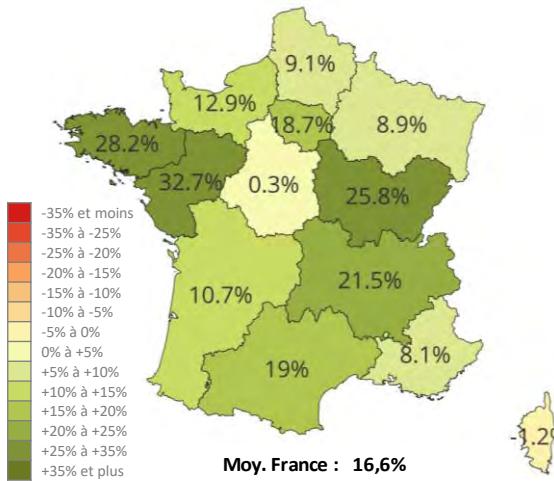
EN 1 AN

### DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN DÉC. 2025)

**27 900 lgts**

Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin déc. 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

SDES\*, Sit@del2, Estimations

\*Service des données et études statistiques

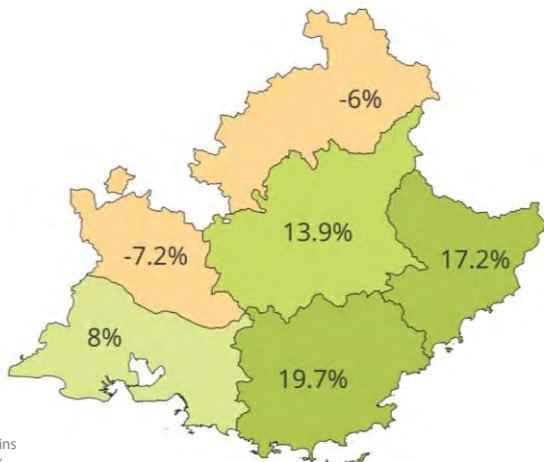




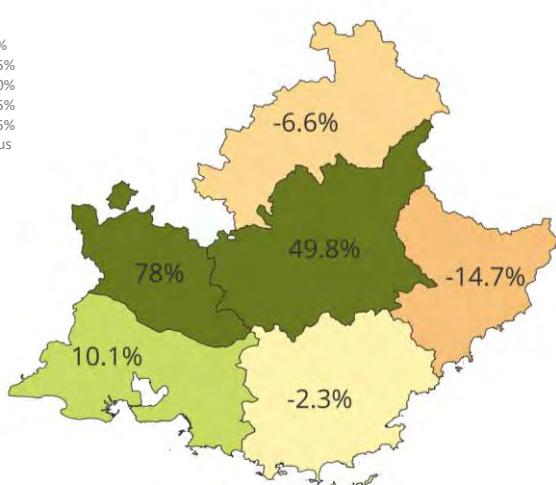
# BÂTIMENT

## Construction de logements neufs

Logements commencés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



La dynamique de la construction résidentielle neuve révèle une reprise contrastée selon les départements. Au niveau des mises en chantier, le Var, les Alpes-Maritimes, les Alpes-de-Haute-Provence, et les Bouches-du-Rhône affichent une progression notable. A l'inverse, le Vaucluse et les Hautes-Alpes enregistrent une chute, illustrant une relance régionale à deux vitesses.

Les Alpes-Maritimes illustrent le contraste le plus marqué de la région : elles enregistrent une forte hausse des mises en chantier tout en subissant la plus forte baisse des autorisations. Ce décalage traduit un essoufflement des projets à venir après une phase de rattrapage intense. Les départements des Hautes-Alpes et du Var enregistrent également un recul des autorisations. À l'inverse, les Alpes-de-Haute-Provence, le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône connaissent un net redressement des autorisations, soutenant une dynamique régionale globalement orientée à la reprise mais encore hétérogène.

**Note méthodologique :** Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier

Sources :  
SDES\*, Sit@del2, Estimations

\*Service des données et études statistiques





# BÂTIMENT

## Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers		3° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres				
Mises en vente <sup>(1)</sup>	5 170 lgts	+31,7%	▲	
Dont collectifs	4 980 lgts	+38,7%	▲	
Dont individuels	190 lgts	-42,6%	▼	
Réservations	5 220 lgts	-7,2%	▼	
Dont collectifs	4 920 lgts	-7,5%	▼	
Dont individuels	300 lgts	-2,6%	▼	
Vente en bloc	7 360 lgts	+17,3%	▲	

**+31,7%** ▲

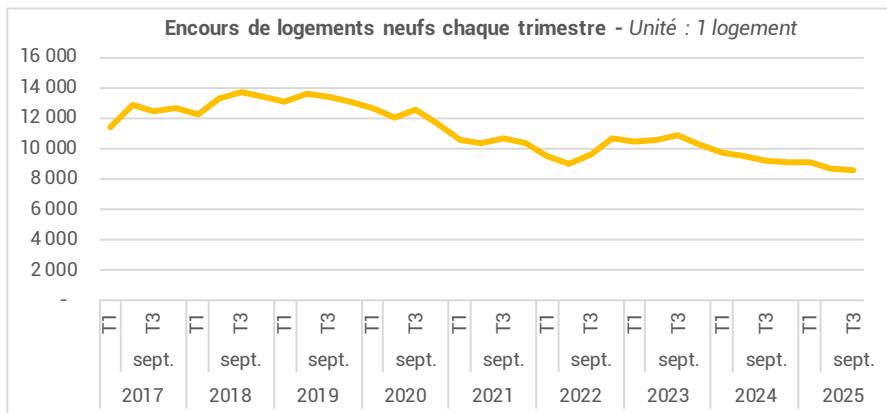
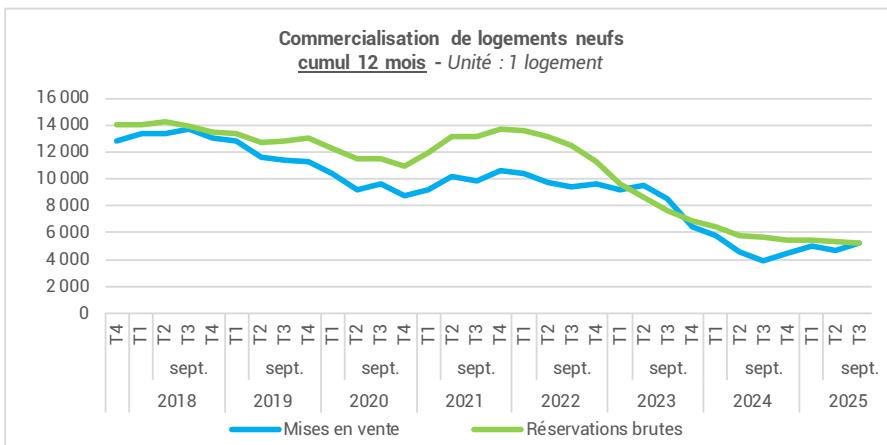
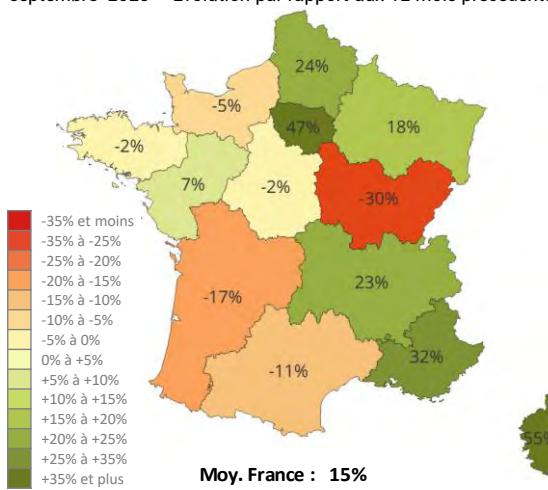
EN 1 AN

### MISES EN VENTE

CUMUL 12 MOIS - À FIN SEPT. 2025

**5 170 lgts**

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin septembre 2025 – Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Au cours de 12 derniers mois, le volume de logements commercialisés est reparti à la hausse, porté principalement par le segment collectif (+31,7% au global). Une tendance haussière jamais observée depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et le signe d'une confiance qui s'améliore, même si on reste loin des volumes commercialisés jusqu'en 2022. De fait, cette hausse des mises en vente peut s'expliquer par le lancement de projets dans les cartons depuis longtemps et qui étaient sur pause face au contexte économique dégradé. D'ailleurs, durant cette période, les promoteurs ont préféré réduire leurs encours avant de lancer de nouveaux programmes.

Malgré cette reprise des mises en vente, les réservations continuent de ralentir : à fin septembre, sur 12 mois, on enregistrait 5 220 réservations, soit un volume encore en baisse de -7,2% en un an. La vente en bloc vient quelque peu soulager les promoteurs : ces dernières, qui ont progressé de +17,3% en un an, représentent plus de la moitié des réservations enregistrées ces 4 derniers trimestres (59%).

**-7,2%** ▼

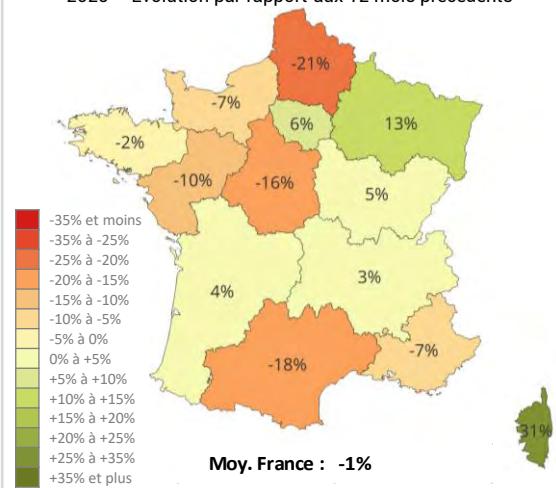
EN 1 AN

### RÉSERVATIONS

CUMUL 12 MOIS - À FIN SEPT. 2025

**5 220 lgts**

Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin septembre 2025 – Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

SDES\*, ECLN (données brutes)

\*Service des données et études statistiques

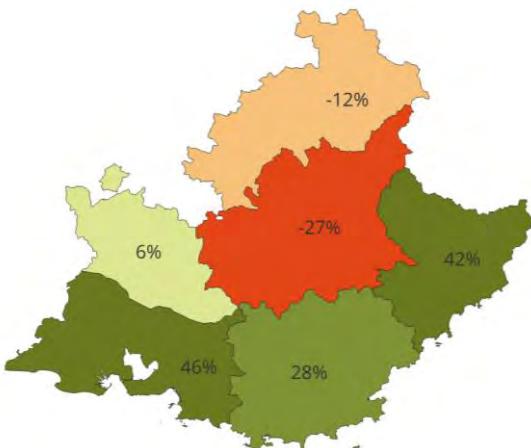




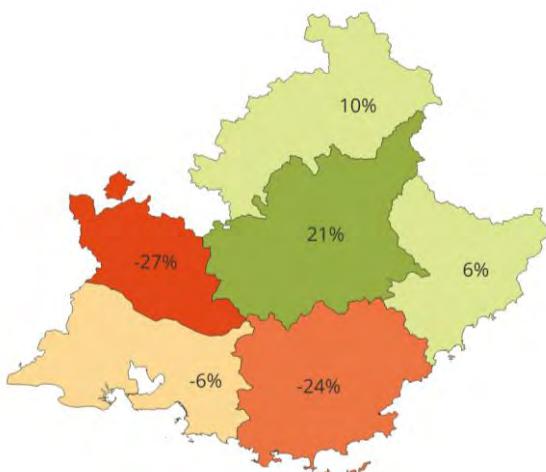
# BÂTIMENT

## Commercialisation de logements neufs

Logements neufs mis en vente sur 12 mois glissants à fin septembre 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements neufs réservés sur 12 mois glissants à fin septembre 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Le marché semble redémarrer dans les **Bouches-du-Rhône**, qui pèse la moitié de l'activité régionale : à fin septembre 2025 en cumul sur les douze derniers mois, le département a enregistré une hausse de +46% des mises en vente avec 1 950 nouveaux logements. Toutefois, le niveau de comparaison est tellement bas qu'on reste encore loin du niveau de longue période (-46%). D'ailleurs, malgré cette hausse des commercialisations, les réservations ne décollent toujours pas : seulement 1 910 logements ont été réservés, soit -6% sur un an et -59% comparé à la moyenne longue période.

Même dynamique dans le **Var**, qui observe une hausse des commercialisations à fin septembre 2025 en cumul 12 mois (1 240 nouveaux logements) et un recul de -24% des réservations sur la même période, soit -60% sur la période longue.

En **Vaucluse**, le marché du logement neuf enregistre 220 logements commercialisés, soit une progression de +6% en un an et en retrait de -66% par rapport à la moyenne des sept dernières années, et tout juste 260 réservations, soit -27% en un an et -61% sur l'historique.

Dans les **Alpes-Maritimes**, les mises en vente sont en nette progression de +42% en un an avec 1 400 logements, un volume qui reste inférieur de -38% au volume moyen des sept années précédentes. On observe cette même dynamique haussière dans ce département au niveau des réservations. Malgré un stock qui s'amenuise de plus en plus, les réservations progressent à environ 1 610 logements, soit +6% sur un an. Mais la période de comparaison était tellement basse qu'on reste loin des volumes de référence : -38% comparé à la moyenne longue période.

On observe une dynamique inversée dans les **Alpes-de-Haute-Provence** qui comptent 110 logements commercialisés à fin septembre 2025 en cumul 12 mois ; c'est une chute drastique sur 12 mois, mais les commercialisations ont été extrêmement dynamiques post-Covid. Les promoteurs possèdent ainsi un très grand stock de logements neufs disponibles à la vente. Si les réservations semblent fortement repartir dans le département (+21% en un an), c'est donc dans le stock disponible depuis de nombreuses années que se font ces ventes, et non dans de nouveaux programmes.

Même tendance, à intensité moindre, dans le département des **Hauts-Alpes**, qui enregistre une baisse de -12% des mises en vente (250 logements) et une augmentation de +10% des réservations (310 logements), du fait des nombreux lancements de programmes ayant eu lieu post-Covid (même si les réservations restent inférieures de -16% à la moyenne des 7 dernières années).

**Note méthodologique :** Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier

Sources :  
SDES\*, ECLN (données brutes)

\*Service des données et études statistiques





# BÂTIMENT

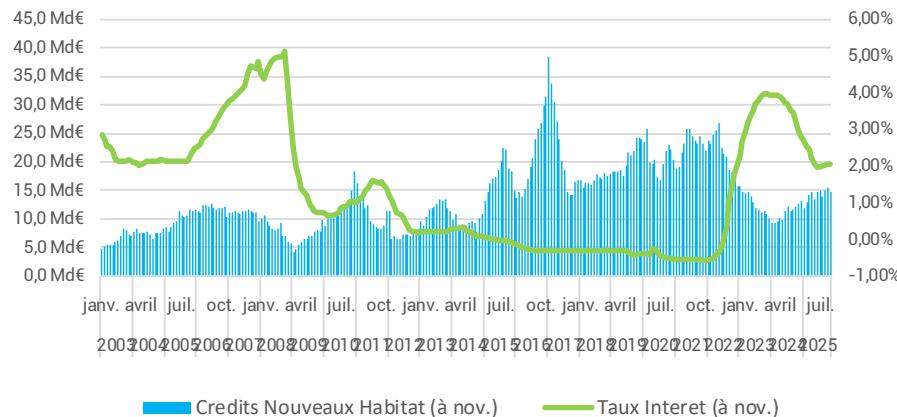
## Crédits à l'habitat et prêts à taux zéro

### Crédits à l'habitat

Crédits nouveaux à l'habitat (M€)	45 000 M€	+23,6%	▲
Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin nov. 2025)			
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin nov. 2025)	2,042%	0,01 pt	=

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.

Évolution des taux d'intérêts et des crédits nouveaux à l'habitat des particuliers  
(en milliard d'euros) - France entière



La santé du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, de début septembre à fin novembre 2025 et sur l'ensemble du pays, 45 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en progression de +23,6% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France repart à la hausse depuis le creux de 2023-2024, signe d'une conjoncture qui s'améliore.

La récente stabilisation des taux d'intérêts traduit un retour progressif à la normal après plusieurs années de forte volatilité. Cette normalisation a favorisé une reprise de la demande de crédits : à fin novembre 2025, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s'affichait à 2,042%, et reste stable sur un mois.

Prêts à 0% PTZ+	3° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	772	+70,8%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	2 281	+12,0%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	86	+10,3%	▲
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	254	+22,1%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accès à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accès à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

Au cours des douze derniers mois, le nombre de prêts délivrés a progressé de +13%, tous segments confondus (neuf et ancien). Ce trimestre, on observe une hausse à la fois dans le neuf et dans l'ancien, respectivement de +70,8% et +10,3% sur un an (à fin septembre 2025), très certainement due à la réforme du PTZ+ ; à partir du 1<sup>er</sup> avril 2025, le prêt à taux zéro est désormais étendu à tous les logements neufs (qu'il s'agisse d'un projet en habitat collectif ou individuel) sur l'ensemble du territoire français jusqu'au 31 décembre 2027. Par ailleurs, le cumul du prêt à taux zéro est désormais autorisé avec MaPrimeRénov' pour financer une rénovation d'ampleur.

**+23,6%**



EN 1 AN

CRÉDITS NOUVEAUX À

L'HABITAT – FRANCE

CUMUL 3 MOIS - À FIN NOV. 2025

**45 000 M€**

Source :  
Banque de France

**+12,0%**



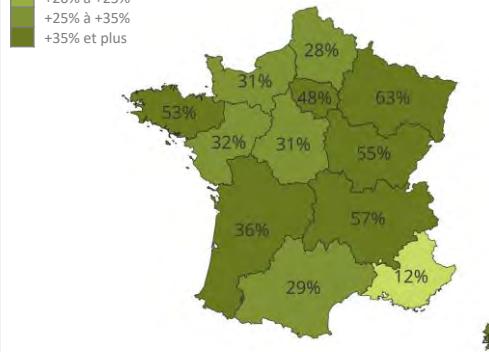
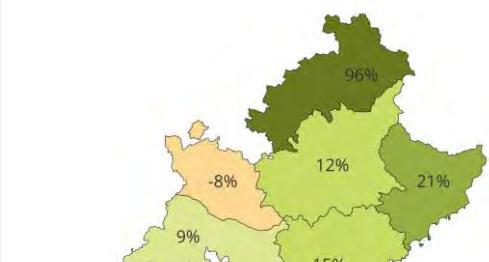
EN 1 AN

PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS  
DANS LE NEUF

CUMUL 4 TRIM. - À FIN SEPT. 2025

**2 281 prêts**

PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin sept.  
2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :  
SGFGAS (données brutes)



# BÂTIMENT

## Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin déc. 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 333 mill. m <sup>2</sup>	+18,6%	▲
Bâtiments agricoles	308 mill. m <sup>2</sup>	+23,5%	▲
Secteur privé non agricole	775 mill. m <sup>2</sup>	+29,2%	▲
Dont locaux industriels	84 mill. m <sup>2</sup>	+81,8%	▲
Dont commerces	141 mill. m <sup>2</sup>	-9,5%	▼
Dont bureaux	165 mill. m <sup>2</sup>	+37,1%	▲
Dont entrepôts	271 mill. m <sup>2</sup>	+39,5%	▲
Dont autres locaux	115 mill. m <sup>2</sup>	+36,6%	▲
Secteur public	250 mill. m <sup>2</sup>	-9,1%	▼

**+18,6%** ▲

EN 1 AN  
**MISES EN CHANTIER**  
CUMUL 12 MOIS - À FIN DÉC. 2025

**1 333 mill. m<sup>2</sup>**

Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents

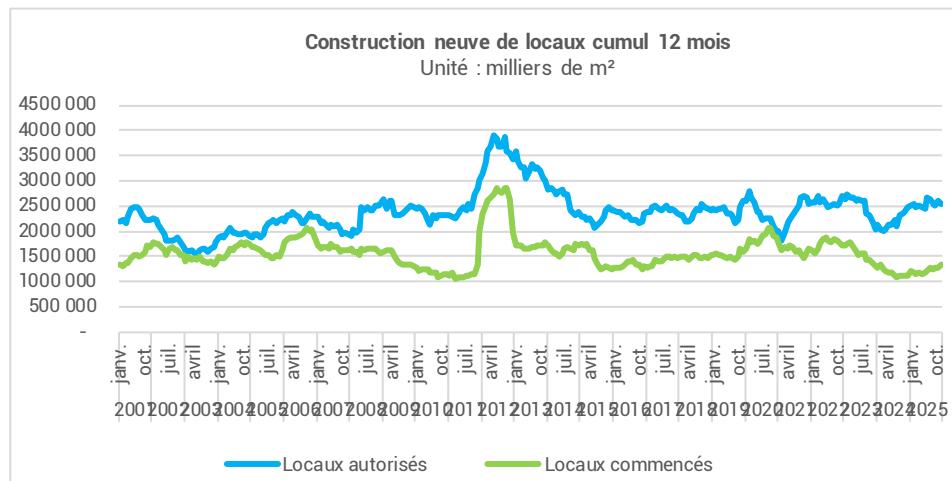
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin déc. 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 530 mill. m <sup>2</sup>	+2,2%	▲
Bâtiments agricoles	492 mill. m <sup>2</sup>	-27,0%	▼
Secteur privé non agricole	1 565 mill. m <sup>2</sup>	+13,3%	▲
Dont locaux industriels	340 mill. m <sup>2</sup>	+112,2%	▲
Dont commerces	266 mill. m <sup>2</sup>	-4,7%	▼
Dont bureaux	254 mill. m <sup>2</sup>	-18,9%	▼
Dont entrepôts	509 mill. m <sup>2</sup>	+11,1%	▲
Dont autres locaux	196 mill. m <sup>2</sup>	+15,2%	▲
Secteur public	473 mill. m <sup>2</sup>	+12,7%	▲

**+2,2%** ▲

EN 1 AN  
**AUTORISATIONS**  
CUMUL 12 MOIS - À FIN DÉC. 2025

**2 530 mill. m<sup>2</sup>**

Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents

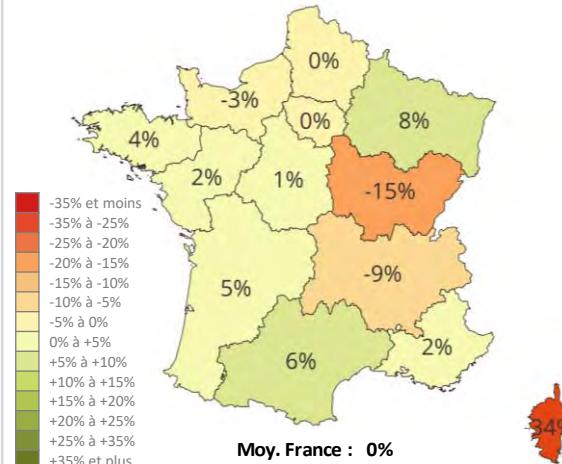


**Avertissement :** Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le redémarrage de la construction s'observe également sur le segment non-résidentiel : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en cumul douze mois à fin décembre 2025, la surface de locaux neufs mis en chantier progresse de +18,6% par rapport à un an plus tôt. Cette dynamique s'observe quasiment dans l'ensemble des secteurs, hormis le segment des commerces (-9,5%) ainsi que le secteur public (-9,1%). Le volume des mises en chantier reste cependant peu élevé au regard de l'historique, le rebond se faisant depuis un point historiquement bas.

Les surfaces non-résidentielles autorisées sur les douze derniers mois (à fin décembre 2025) progressent de +2,2% dans la région par rapport aux douze mois précédents.

La progression des permis autorisés s'observe dans le secteur privé non agricole et dans le secteur public, alors que les bâtiments agricoles affichent un repli.



Sources :

SDES\*, Sit@del2, Estimations

\*Service des données et études statistiques

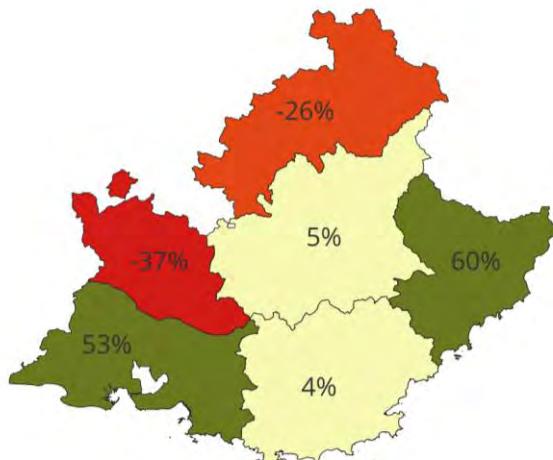




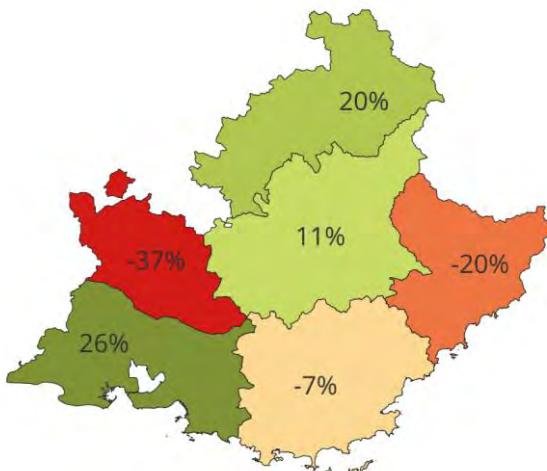
# BÂTIMENT

## Construction de locaux neufs

Locaux commencés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Locaux autorisés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



A fin décembre 2025, la reprise de la construction non-résidentielle reste inégale à l'échelle régionale : elle est particulièrement marquée dans les **Alpes-Maritimes** et les **Bouches-du-Rhône**, où les mises en chantier progressent respectivement de 60% et 53%. L'activité reste stable dans les **Alpes-de-Haute-Provence** et le **Var**. En revanche, les ouvertures de chantier reculent considérablement dans le **Vaucluse** et les **Hautes-Alpes** (-37% et -26%).

Du côté des autorisations, une progression est observée dans les départements alpins et les **Bouches-du-Rhône**. La hausse est particulièrement marquée dans les **Bouches-du-Rhône** (+26%) et dans les **Hautes-Alpes** (+20%), tandis qu'elle reste plus modérée dans les **Alpes-de-Haute-Provence** (+11%). Dans le **Vaucluse** et les **Alpes-Maritimes** la baisse des autorisations est en revanche particulièrement marquée (-37% et -20%), tandis que le **Var** est également en recul, mais dans une moindre mesure (-7%).

Sources :

SDES\*, Sit@del2, Estimations

\*Service des données et études statistiques





# BÂTIMENT

## Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global



**-2,6%**

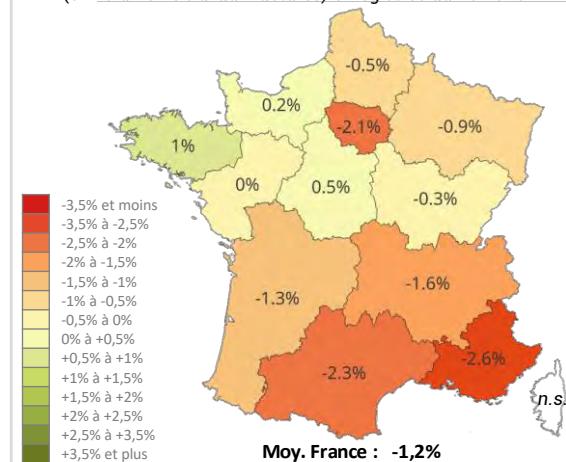
EN 1 AN  
**ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION  
DU TRIMESTRE**  
AU 3E TRIM. 2025

Par segment de marché

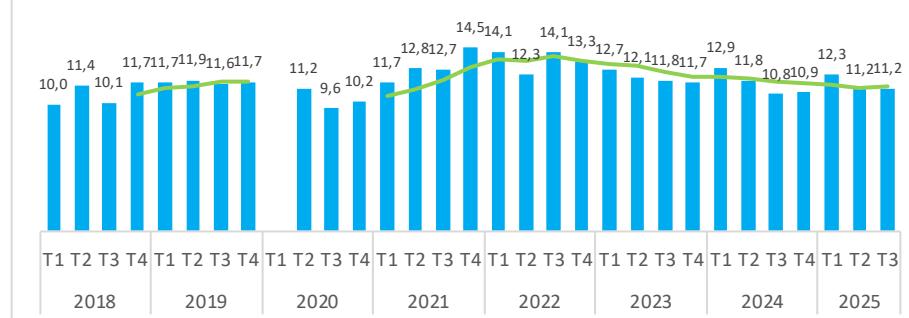


\* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T3 2024 de l'activité entretien-rénovation  
(en volume de travaux facturés) enregistrée au T3 2025



Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation – Unité : 1 semaine



**11,2 semaines**  
DE TRAVAIL GARANTI PAR LES  
CARNETS DE COMMANDE EN  
ENTRETIEN-RÉNOVATION  
À FIN SEPTEMBRE 2025

**0,1 semaines** =  
EN 1 TRIMESTRE

L'activité entretien-rénovation recule de -2,6% en volume de travaux facturés au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur, cinquième trimestre consécutif de baisse et un niveau de repli qui n'avait plus été observé depuis les confinements Covid.

Les carnets de commande en entretien-rénovation se maintiennent en Provence-Alpes-Côte d'Azur : les entreprises Bâtiment de la région comptabilisent 11,2 semaines de travail garanties à fin septembre 2025, au même niveau qu'il y a trois mois.

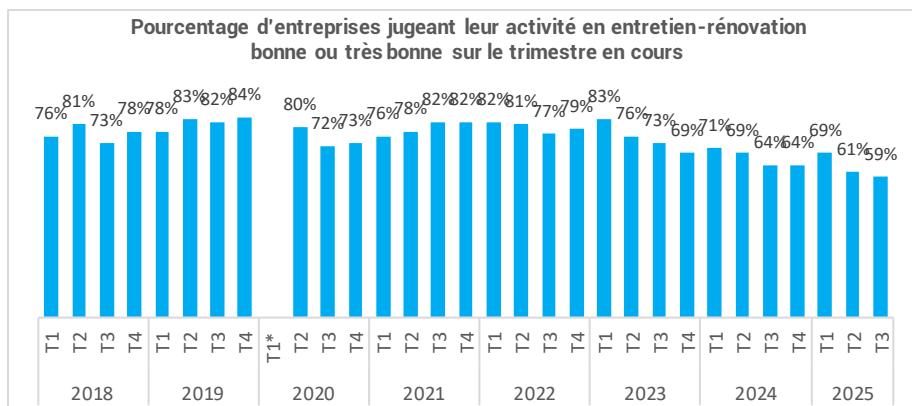
Source :  
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation



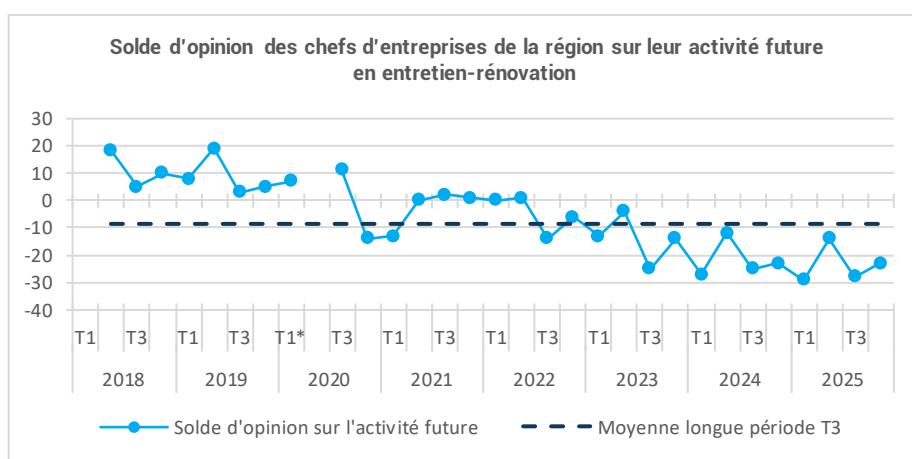


# BÂTIMENT

## Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



**59%**  
DES ENTREPRISES JUGENT LEUR ACTIVITÉ EN ENTRETIEN-RÉNOVATION BONNE OU TRÈS BONNE  
AU 3E TRIM. 2025  
**-2 pts**   
EN 1 TRIMESTRE



**-23**  
SOLDE D'OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LEUR ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION DU PROCHAIN TRIMESTRE  
AU 3E TRIM. 2025  
**+5 pts**  
ÉVOL. 1 TRIM.

**Note :** Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

59% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025. Le niveau de satisfaction baisse encore (-2 points par rapport au trimestre précédent). Même en période de confinements, les entreprises du Bâtiment de la région étaient plus satisfaites de leur activité.

Les perspectives d'activité future s'améliorent légèrement pour les entreprises du Bâtiment de la région. Malgré un contexte d'activité en berne et de baisse des prises de commandes, le solde d'opinion progresse de +5 points ce trimestre par rapport au trimestre précédent, même s'il reste largement en-dessous de sa moyenne longue période.

Source :  
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

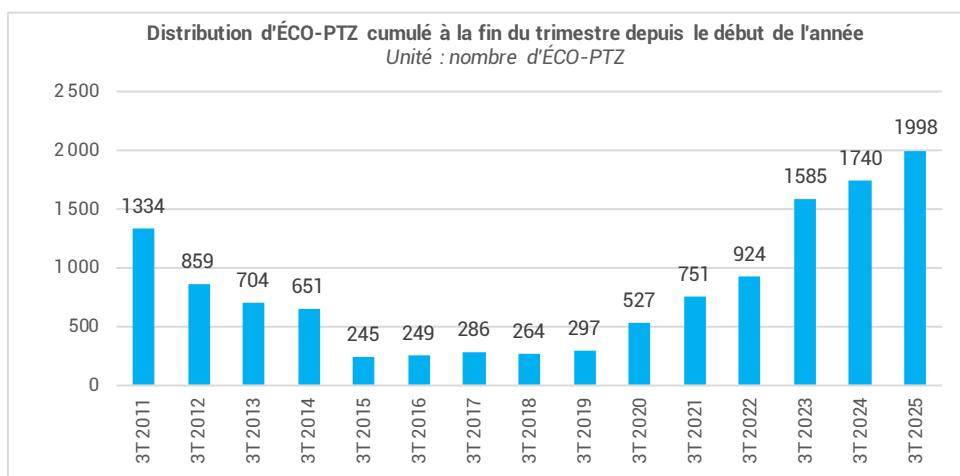




# BÂTIMENT

## Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 3° trimestre 2025 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	37,74 M€	+16,3%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 998 ÉCO-PTZ	+14,8%	▲

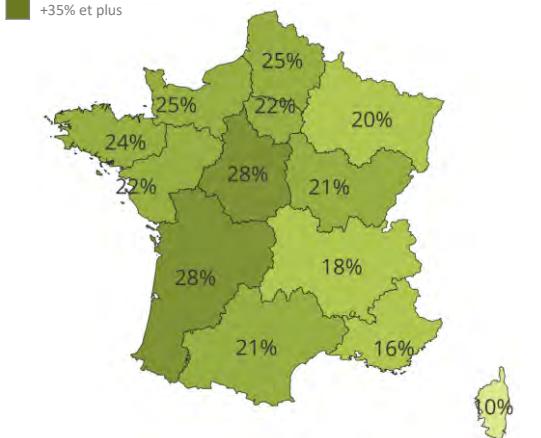
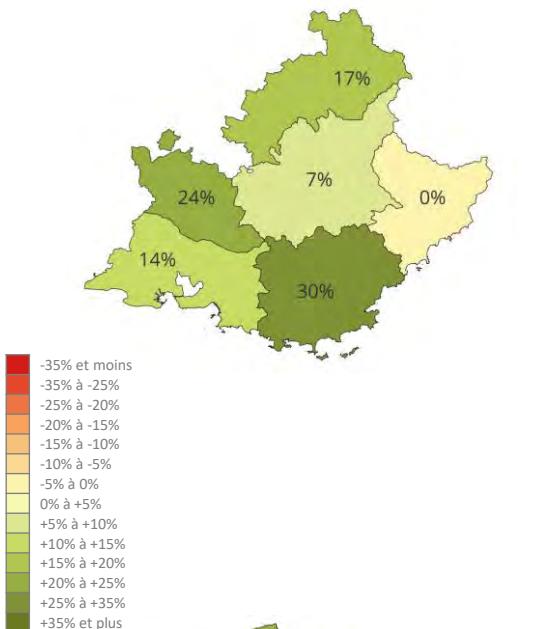


L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : sur les trois premiers trimestres de l'année 2025, 1 998 prêts ont ainsi été accordés dans la région.



Volume de travaux réalisés avec un éco-PTZ de janvier à fin septembre 2025 – Évolution par rapport au cumul de janvier à septembre 2024



Source :  
SGFGAS (données brutes)



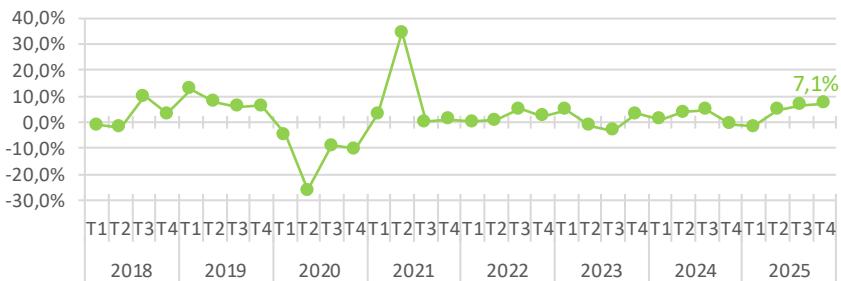


# TRAVAUX PUBLICS

## Activité Travaux Publics

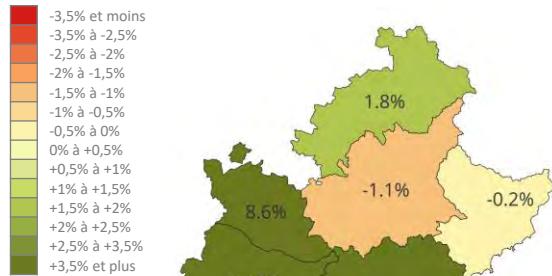
L'activité dans les Travaux Publics au 4e trim. 2025	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T4 2024	Évol. en valeur du CA cumulé depuis le début de l'année	Niveau du carnet de commande et évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T4 2024
Ensemble	7,1% ▲	5,0% ▲	8,4 ▼
Terrassement	1,8% ▲	4,3% ▲	7,2 ▼
Route	15,8% ▲	8,7% ▲	6,8 ▽
Canaliseurs	7,8% ▲	3,9% ▲	6,8 ▼
Génie civil	-1,4% ▼	1,7% ▲	12,7 ▼
travaux électriques	7,2% ▲	5,0% ▲	8,0 ▼
Autres travaux	2,2% ▲	1,6% ▲	9,7 ▲

Évolution de l'activité travaux publics par rapport au même trimestre de l'année précédente (en valeur)



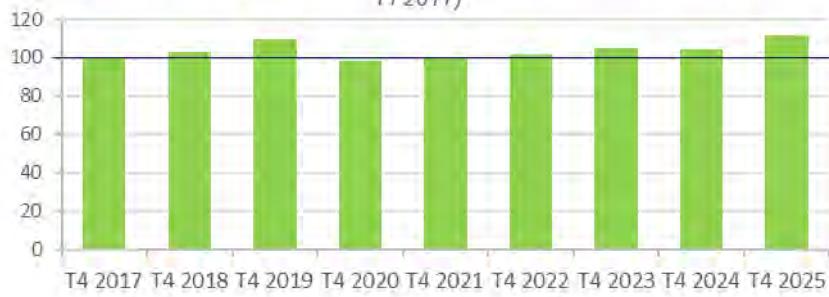
**+7,1%** ▲  
EN 1 AN  
**ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU TRIMESTRE AU 4E TRIM. 2025**

Évolution par rapport au T4 2024 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée au T4 2025

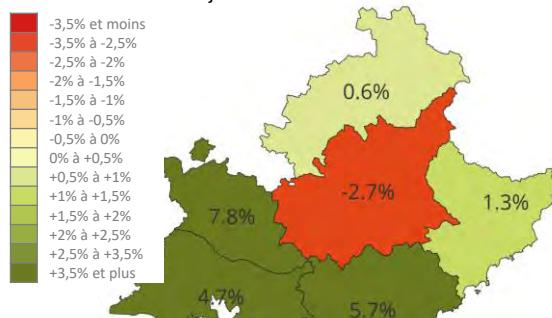


**+5,0%** ▲  
EN 1 AN  
**ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS CUMULÉE EN 2025**

Évolution de l'activité travaux publics au T4 (en valeur, en base 100 au T1 2017)



Évolution par rapport à un an plus tôt (en valeur) cumulée entre janvier et décembre 2025



**8,4 mois**  
DE TRAVAIL GARANTI PAR LES CARNETS DE COMMANDE EN TRAVAUX PUBLICS  
À FIN DÉCEMBRE 2025

**-1,3 mois** ▼  
EN 1 TRIMESTRE

L'activité Travaux Publics poursuit sa progression ce dernier trimestre de l'année 2025, affichant une augmentation de +7,1% du chiffre d'affaires (en valeur, en comparaison à un an plus tôt) et laissant le bilan annuel à +5%. Tous les corps de métiers sont dans le positif en cumul depuis le début de l'année.

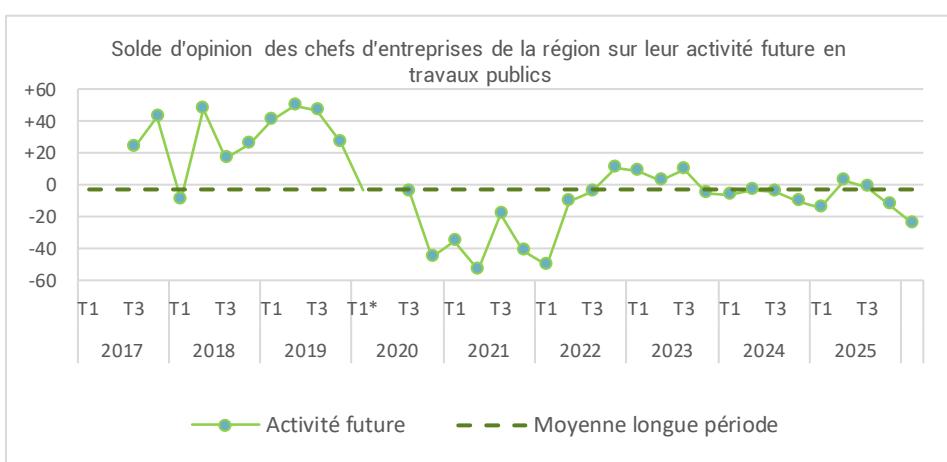
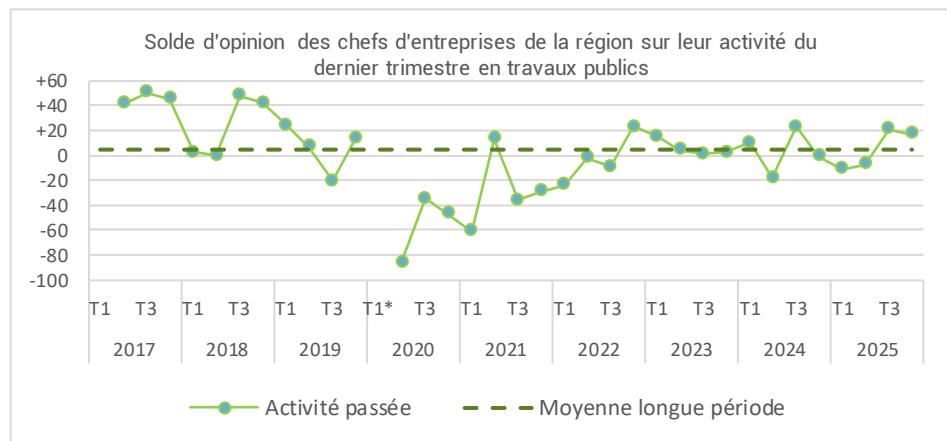
Ce trimestre, les prises de commande ont baissé comparé à l'an passé dans la région, avec 8,4 mois de travail garanti à fin décembre 2025.





# TRAVAUX PUBLICS

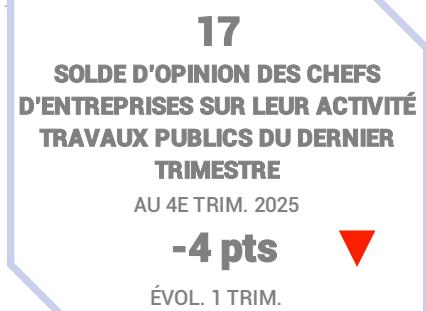
## Opinion des chefs d'entreprises



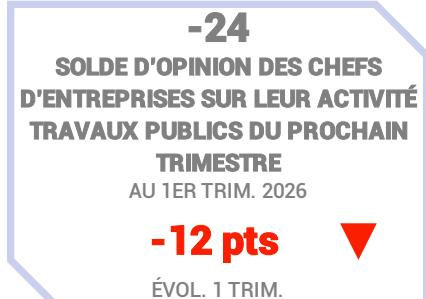
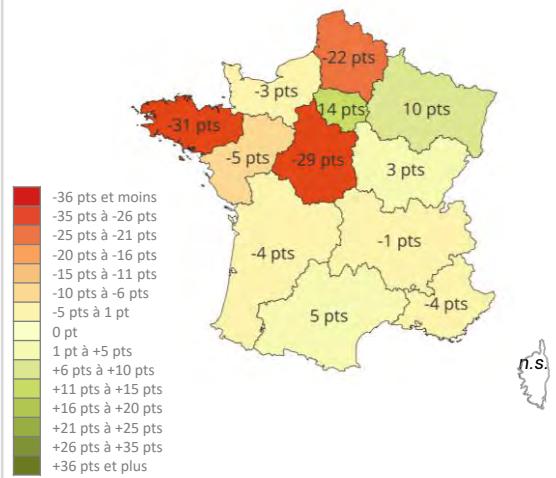
**Note :** Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

La vision des chefs d'entreprise sur leur activité récente est positive, avec un solde d'opinion à +17 (-4 points en un trimestre).

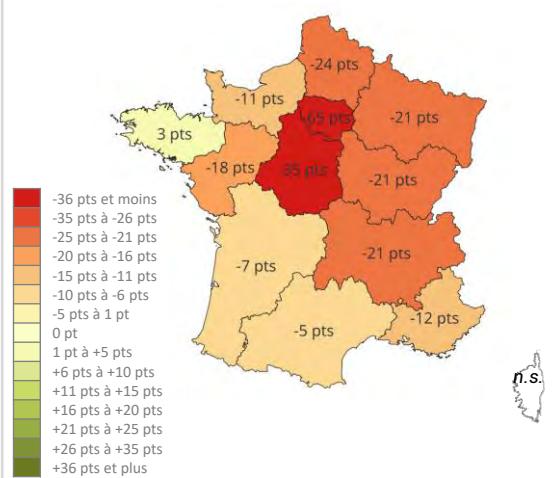
En revanche, la vision de ces mêmes chefs d'entreprise pour les mois à venir se dégrade : -12 pts de perdus entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2025 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2026, le solde d'opinion reste en négatif.



Évolution par rapport au T3 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T4 2025



Évolution par rapport au T4 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T1 2026



Source :  
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE





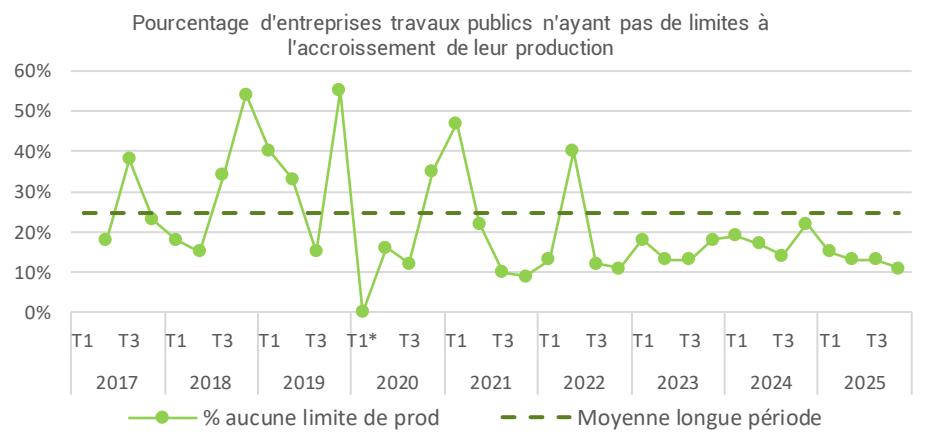
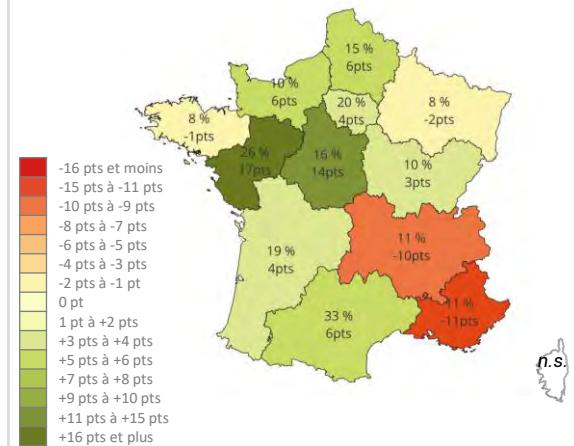
# TRAVAUX PUBLICS

## Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	4 <sup>e</sup> trimestre 2025 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	11%	-11 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	53%	-3 pts	▼
Insuffisance en personnel			
Contraintes financières	22%	+14 pts	▲
Conditions climatiques	12%	+3 pts	▲
Insuffisance de matériel	0%	-1 pts	=
Autres facteurs	4%	+3 pts	▲

**89%**  
DES ENTREPRISES TRAVAUX  
PUBLICS LIMITÉES DANS LEUR  
PRODUCTION  
AU 4E TRIM. 2025  
**11 pts**   
ÉVOL. 1 AN

Pourcentage d'entreprises travaux publics n'ayant aucune limite de production au T4 2025 et évol. par rapport au T4 2024



Des difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics : 89% indiquent en effet encore être limitées dans leur production à fin décembre 2025 (+11 points sur un an). Les difficultés concernent essentiellement le manque de marchés : près de 53% des entreprises sont concernées, en baisse de -3 points en un an, ainsi que le manque de personnel pour 24% des entreprises, en hausse de +1 point en un an. 22% des entreprises indiquent des contraintes financières, en hausse de +14%.

Source :  
Enquête trimestrielle FNTP/INSEE

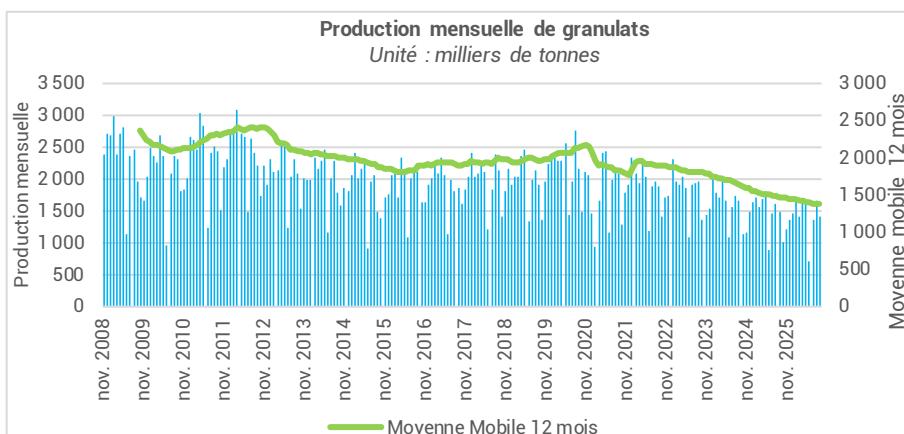
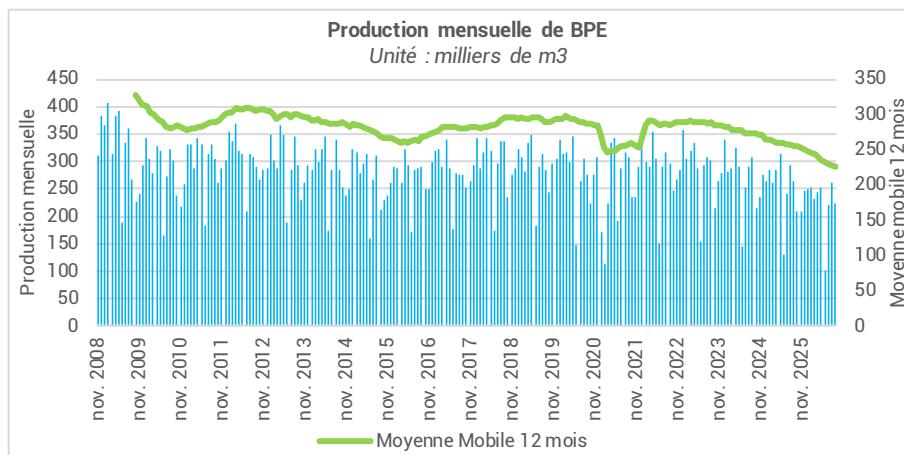




# INDUSTRIE MATÉRIAUX

## Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en nov. 2025	223 610 m3	-15,1%	▼
Prod. de Granulats en nov. 2025	1 414 m3	-4,5%	▼
Production cumul 12 mois			
Production de BPE entre déc. 2024 et nov. 2025	2 708 160 m3	-11,5%	▼
Production de Granulats entre déc. 2024 et nov. 2025	16 690 kt	-5,7%	▼



Malgré un redémarrage de la construction, la production de béton prêt à l'emploi, premier maillon de la chaîne de valeurs, reste en repli : le volume livré s'affiche en effet en baisse de -11,5% sur les douze derniers mois (à fin novembre 2025) par rapport aux douze mois précédents. De fait, si la progression des mises en chantiers est visible dans la région, cela ne se traduira qu'à plus long terme pour la production de BPE, cette dernière se faisant tout au long de la construction et non immédiatement au lancement du chantier. Ainsi, si l'activité BPE reste morose, la légère amélioration du rythme constructif laisse espérer un futur redressement de la livraison de BPE, ou du moins un arrêt de la baisse.

Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats a chuté de -5,7% sur la période de décembre 2024 à novembre 2025 par rapport à un an plus tôt. Mais cela s'explique aussi sans doute par l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

-11,5%

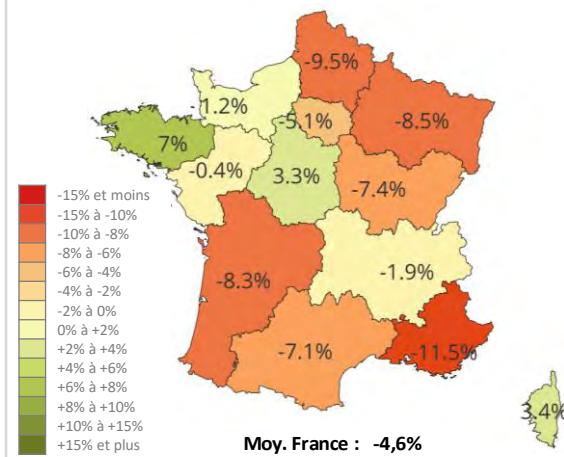
EN 1 AN

PRODUCTION DE BPE

CUMUL 12 MOIS - À FIN NOV. 2025

2 708 160 m3

Production de BPE sur 12 mois glissants à fin novembre 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



-5,7%

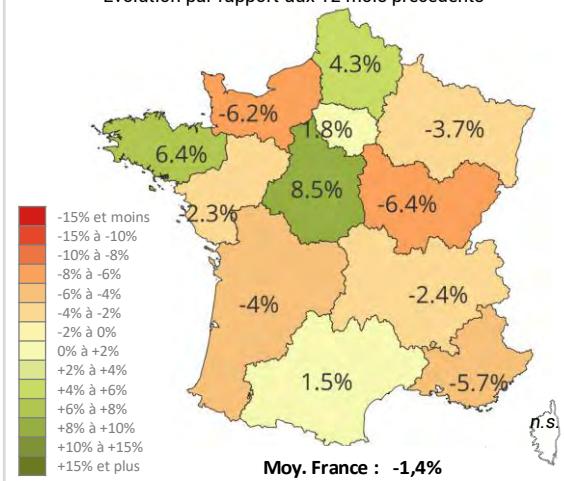
EN 1 AN

PRODUCTION DE GRANULATS

CUMUL 12 MOIS - À FIN NOV. 2025

16 690 kt

Production de granulats sur 12 mois glissants à fin nov. 2025  
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



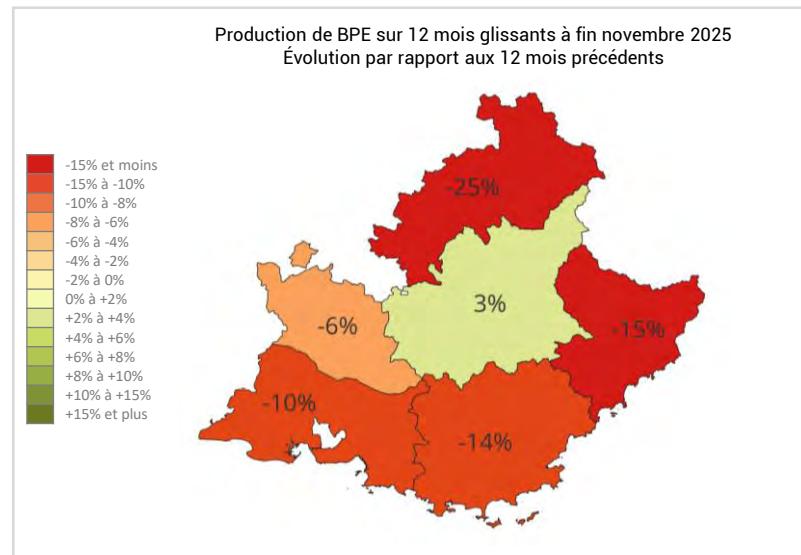
Sources :

UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment  
(données brutes, non cvs, non cjo)



# INDUSTRIE MATÉRIAUX

## Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



Comme au niveau régional, la production de BPE est en recul dans l'ensemble des départements à l'exception des **Alpes-de-Haute-Provence** sur les douze derniers mois à fin octobre. Ce repli général se poursuit, malgré le redémarrage progressif de la construction neuve, qui devrait à terme soutenir la demande en béton prêt à l'emploi.

La baisse la plus marquée est observée dans le département des **Hautes-Alpes** qui affiche un repli de -25%, traduisant un essoufflement net des chantiers après plusieurs années de dynamisme post-Covid. Les départements des **Alpes-Maritimes** (-15%), du **Var** (-14%), des **Bouches-du-Rhône** (-10%) et du **Vaucluse** (-6%) connaissent également des baisses importantes.

Source :  
UNICEM pour le BPE  
(données brutes, non cvs, non cjo)





# COMMANDÉE PUBLIQUE

## Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés		Cumul 12 mois à déc. 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 740 AO	-0,1%	=	
dont bâtiment*	2 420 AO	-2,7%	▼	
dont TP*	1 700 AO	+4,2%	▲	
dont pôle local	2 770 AO	-0,8%	=	
dont conseils territoriaux	330 AO	+5,0%	▲	
dont Etat	510 AO	-12,9%	▼	
dont autres	1 130 AO	-6,9%	▼	
Montants des marchés publics de travaux publiés		Cumul 12 mois à déc. 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,4 Md€	-0,2%	=	
dont bâtiment*	2,6 Md€	-6,4%	▼	
dont TP*	2,6 Md€	+9,9%	▲	
dont pôle local	3,1 Md€	-6,7%	▼	
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	+1,7%	▲	
dont Etat	0,9 Md€	-19,4%	▼	
dont autres	0,3 Md€	-14,1%	▼	

\*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.

**-0,1%** =

EN 1 AN  
**APPELS D'OFFRE TRAVAUX PUBLIÉS**  
CUMUL 12 MOIS - À FIN DÉC. 2025

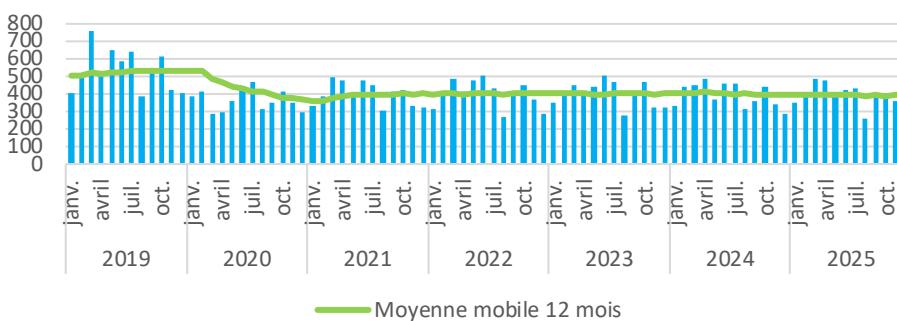
**4 740 AO**

**-0,2%** =

EN 1 AN  
**MONTANT DES APPELS D'OFFRE TRAVAUX PUBLIÉS**  
CUMUL 12 MOIS - À FIN DÉC. 2025

**7 400 M€**

Nombre mensuel d'appels d'offre de Travaux Publiés

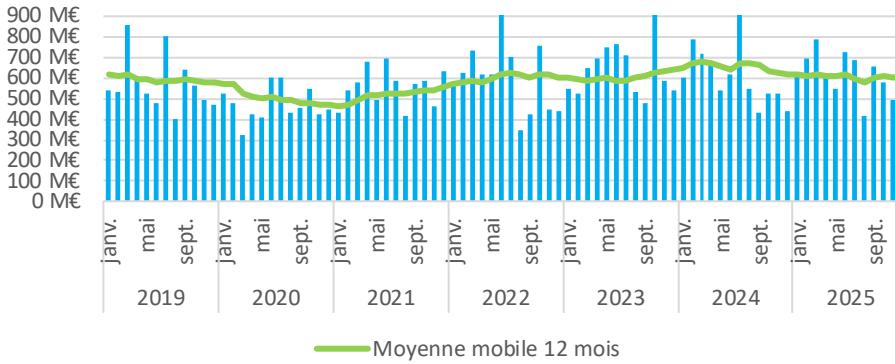


Après des trimestres en recul, la commande publique se stabilise en volume dans la région : 4 740 appels d'offres de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois à fin décembre 2025. On observe une diminution des marchés du Bâtiment (-2,7%) tandis les marchés de Travaux Publics enregistrent une hausse de +4,2%, illustrant un renversement de tendance par rapport aux années précédentes.

La baisse des achats publics de travaux est également plus visible pour l'État (-12,9%). Le pôle local, principal pourvoyeur de marchés de travaux (58% des marchés publiés dans la région) affiche une stabilité, au terme du cycle électoral 2020-2026.

La valeur de la commande publique enregistre également une stabilité sur les douze derniers mois. Cette stabilité masque toutefois des évolutions contrastées : les marchés de Bâtiment reculent de -6,4%, alors que les TP progressent de +9,9% sur douze mois.

Montant mensuel des appels d'offre de Travaux Publiés



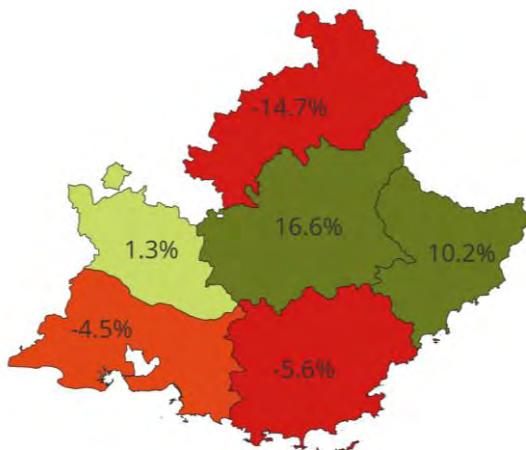
Source :  
VecteurPlus



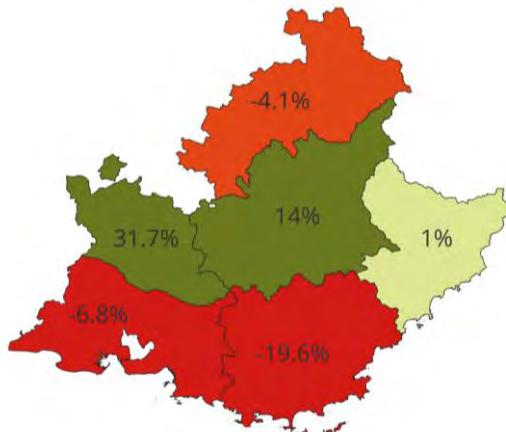
# COMMANDE PUBLIQUE

## Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Montant des marchés publics de travaux publiés sur 12 mois glissants à fin décembre 2025 - Évolution par rapport aux 12 mois précédents



À fin décembre 2025, les départements des **Hauts-Alpes**, du **Var** et des **Bouches-du-Rhône** enregistrent un recul de la commande publique dans le secteur des travaux, aussi bien en volume qu'en valeur.

A l'inverse, les **Alpes-de-Haute-Provence**, les **Alpes-Maritimes** et le **Vaucluse**, observent un accroissement à la fois du nombre de marché publiés et de leur valeur.

Source :  
VecteurPlus

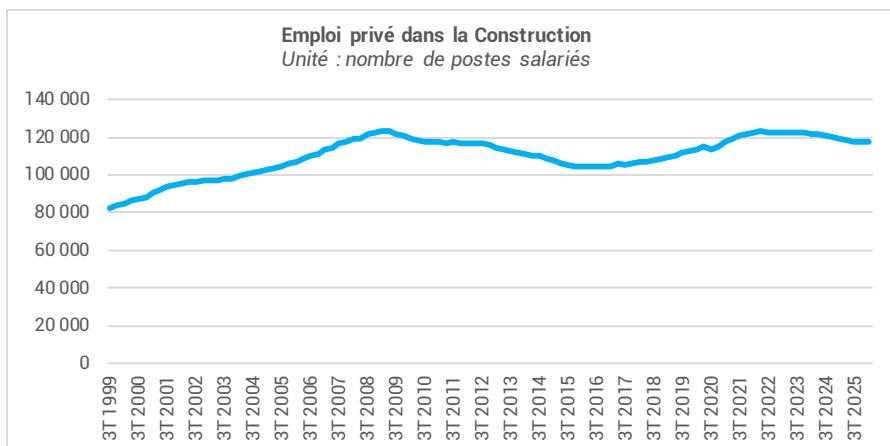




# APPAREIL DE PRODUCTION

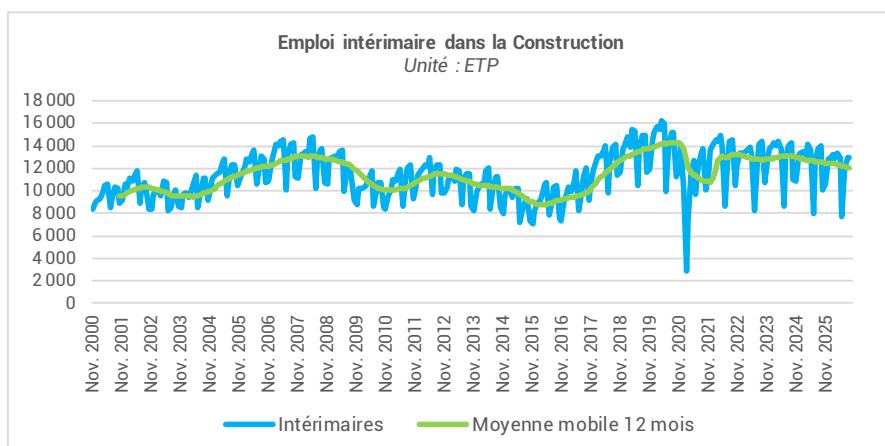
## Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)		3 <sup>e</sup> trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction		117 729 sal.	-1,6%	▼



Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié décroît depuis l'été 2023. Cette décroissance se poursuit : à fin septembre 2025, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional a chuté de -1,6% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)		Nov. 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Nov. 2025		13 030 ETP	-6,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Nov. 2025		12 609 ETP	-6,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Nov. 2025		12 044 ETP	-4,4%	▼



À fin novembre 2025, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter, en vision de court-terme (-6,3% sur les trois derniers mois comparé aux mêmes trois mois de 2024) comme de long-terme (-4,4% en un an sur les douze derniers mois).

**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

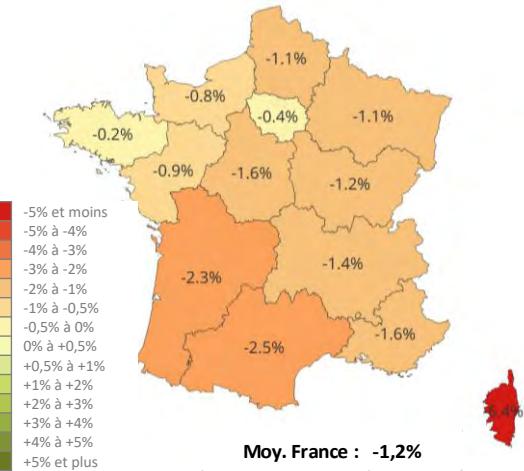
**-1,6%** ▼

EN 1 AN  
**SALARIÉS CONSTRUCTION**

À FIN 3E TRIM. 2025

**117 729 sal.**

Postes salariés dans la Construction à fin septembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



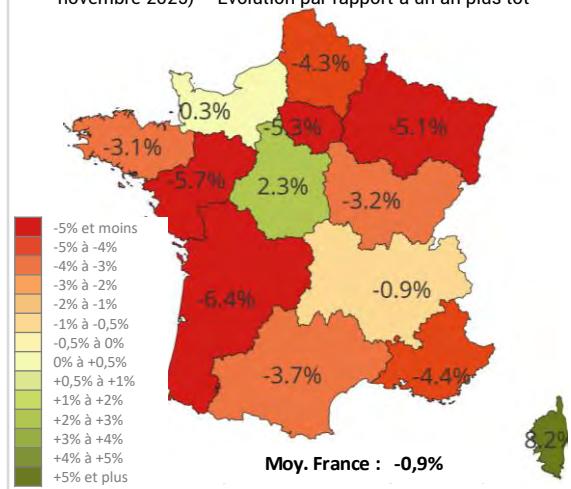
**-6,3%** ▼

EN 1 AN  
**INTÉRIMAIRE CONSTRUCTION**

MOYENNE 3 MOIS À FIN NOV. 2025

**12 609 ETP**

Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin novembre 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

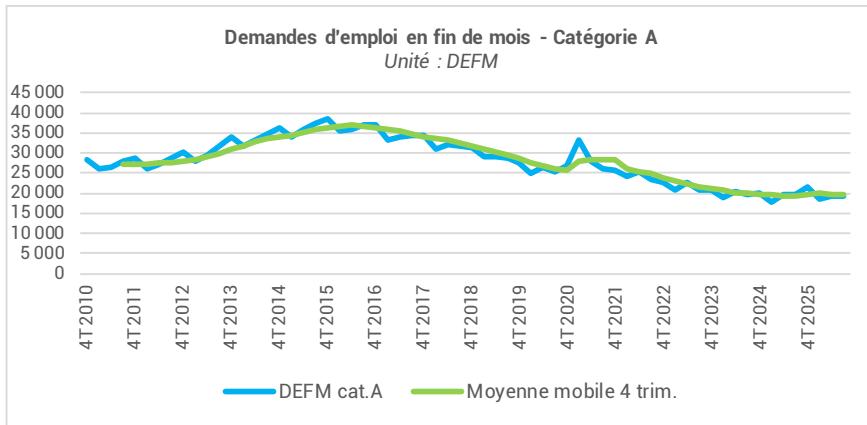




# APPAREIL DE PRODUCTION

## Demande d'emploi et embauches

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)		4° trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	19 142 DEFM	-2,5%	▼	
DEFM tous secteurs économiques	286 424 DEFM	+5,7%	▲	
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	-0,6	▼	



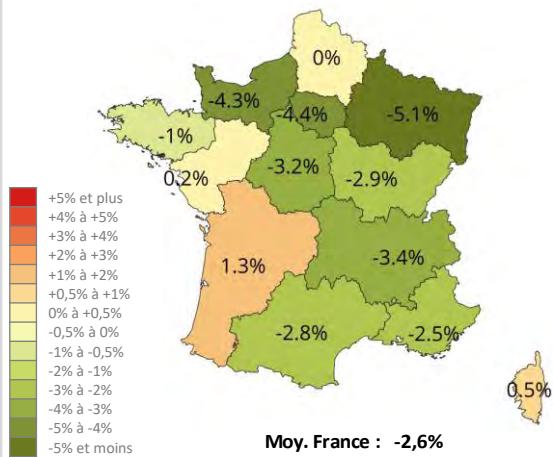
Le nombre de demandeurs d'emploi en Catégorie A (c'est-à-dire les personnes sans activité et tenues de chercher un emploi) dans le secteur Construction continue de chuter ce 4<sup>ème</sup> trimestre : -2,5%. Malgré la crise, le marché de l'emploi continue de faire preuve de résilience dans la filière Construction, alors que la dynamique s'affiche beaucoup plus dégradé dans les autres secteurs économiques (+5,7% en un an).

**-2,5%** ▼

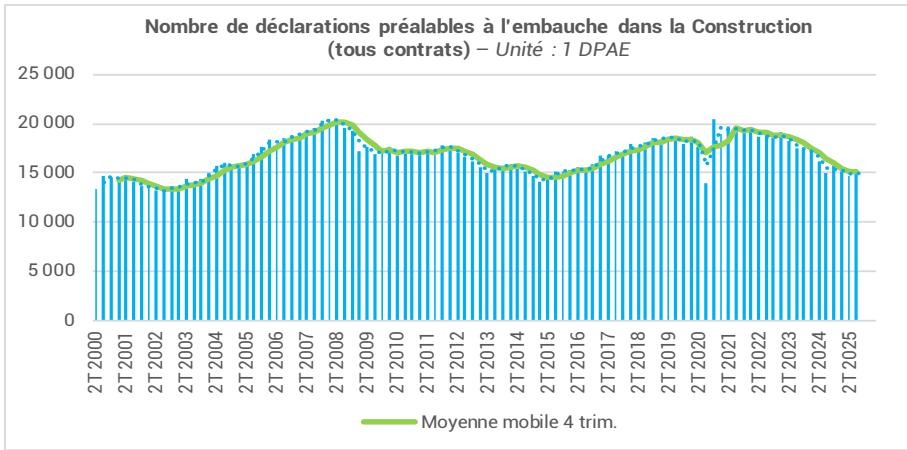
EN 1 AN  
**DEMANDEURS D'EMPLOI  
CONSTRUCTION**  
À FIN 4E TRIM. 2025

**19 142 DEFM**

Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin décembre 2025  
Évolution par rapport à un an plus tôt



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction		Cumul 12 mois au T2 2025 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	60 410 DPAE	-8,0%	▼	
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	6 620 DPAE	-0,7%	=	
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	21 960 DPAE	-9,2%	▼	
dont CDI	31 820 DPAE	-8,5%	▼	



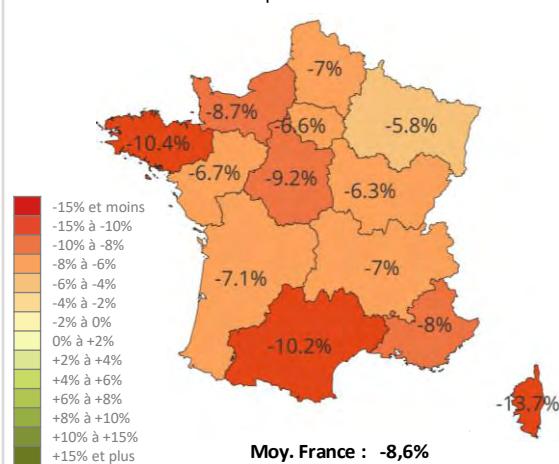
Après des recrutements plutôt dynamiques en 2021 et 2022, les intentions d'embauche ralentissent dans la Construction : les déclarations préalables à l'embauche enregistrées par l'URSSAF reculent en effet de -8% sur un an, en cumul 12 mois à fin juin 2025 dans la région. Tous les contrats sont concernés par cette baisse des intentions d'embauche, signe d'une activité en berne, freinant les recrutements et les créations de postes.

**-8,0%** ▼

EN 1 AN  
**DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE DANS LA CONSTRUCTION**  
CUMUL 12 MOIS À FIN JUIN 2025

**60 410 DPAE**

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

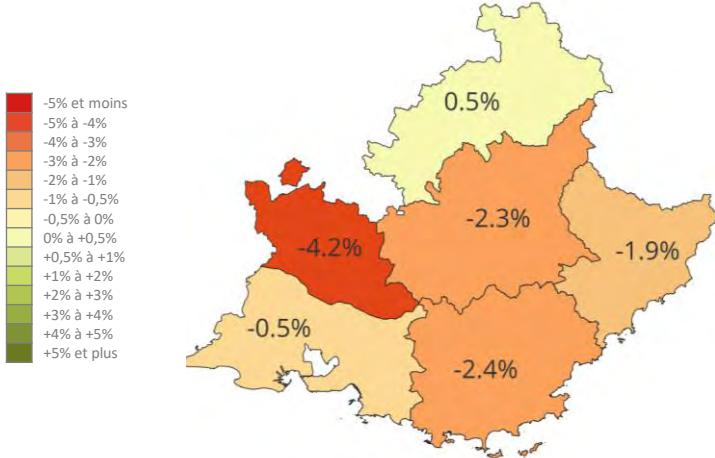




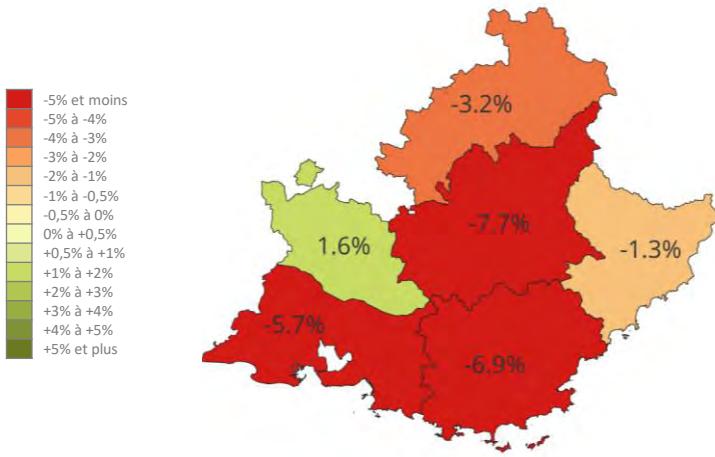
# APPAREIL DE PRODUCTION

## Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

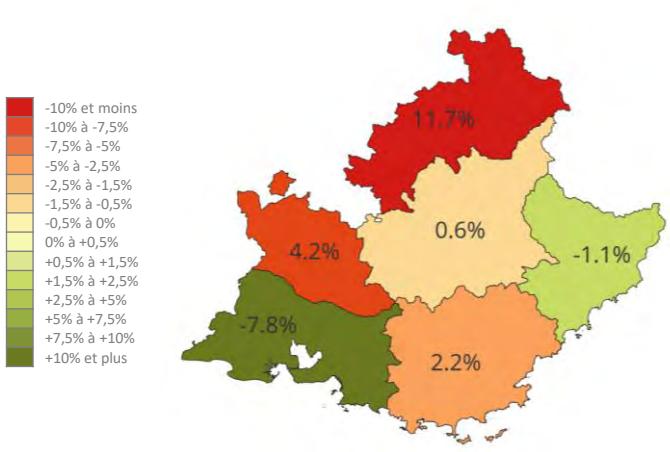
Postes salariés dans la Construction à fin septembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin novembre 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



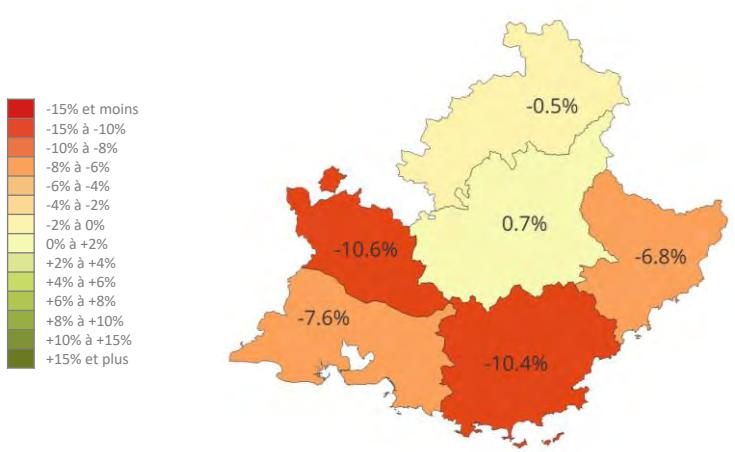
Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin décembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



L'emploi-salarié dans la filière Construction recule dans tous les départements, à l'exception des Hautes-Alpes, à plus ou moins forte intensité, alors que le nombre de demandeurs d'emploi dans le secteur varie de -1% à +12% selon les territoires (hors Bouches-du-Rhône). Les déclarations préalables à l'embauche par les entreprises de la Construction marquent un repli qui s'étale de -7% à -11% (sauf dans les départements alpins, plus résilients) et l'emploi intérimaire Construction freine dans quasiment tous les départements (il reste globalement stable dans le Vaucluse).

Le département des **Bouches-du-Rhône** se démarque des autres avec une nette diminution des demandeurs d'emploi dans le secteur Construction (-7,8%), ce qui ne signifie pas forcément un maintien ou une progression de l'emploi dans le secteur mais probablement un « transfert » de cette main-d'œuvre disponible vers d'autres filières (l'Industrie notamment), alors que l'activité Construction reste en berne dans le département.

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)





# APPAREIL DE PRODUCTION

## Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4e trim. 2025 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 715 créations	+2,4%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	980 créations	+1,0%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	10 978 créations	-1,3%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	4 002 créations	-0,1%	=

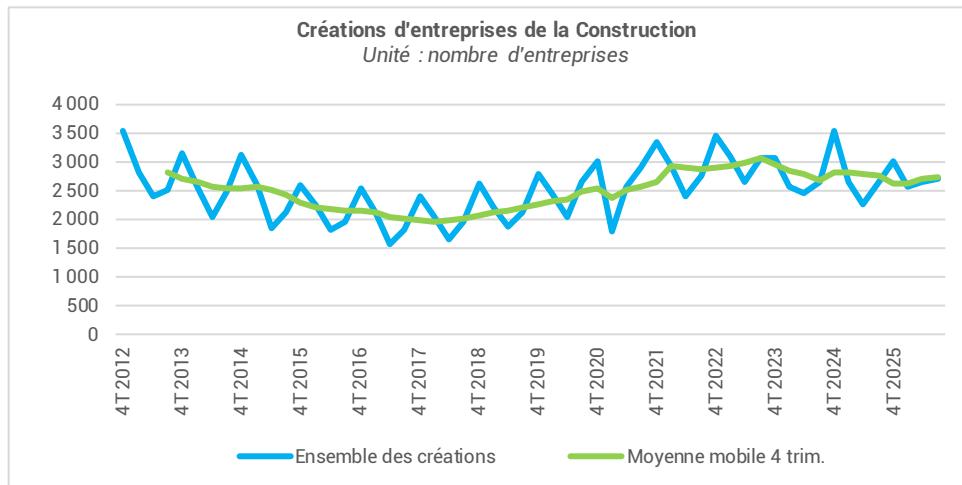
-1,3%

EN 1 AN

### ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION CRÉÉS

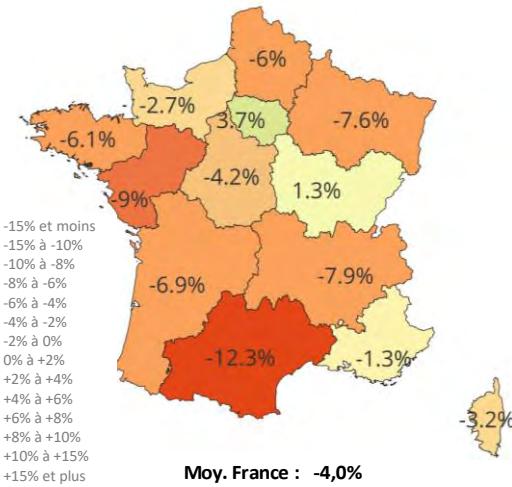
CUMUL 12 MOIS À FIN DÉC. 2025

**10 978 créations**



L'année 2025 montre un léger recul au niveau des créations d'entreprises après un regain en 2024. Toutefois, on observe une hausse en ce dernier trimestre de l'année (+2,4%).

Créations d'entreprises de la Construction sur douze mois glissants à fin décembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source : INSEE (données brutes)

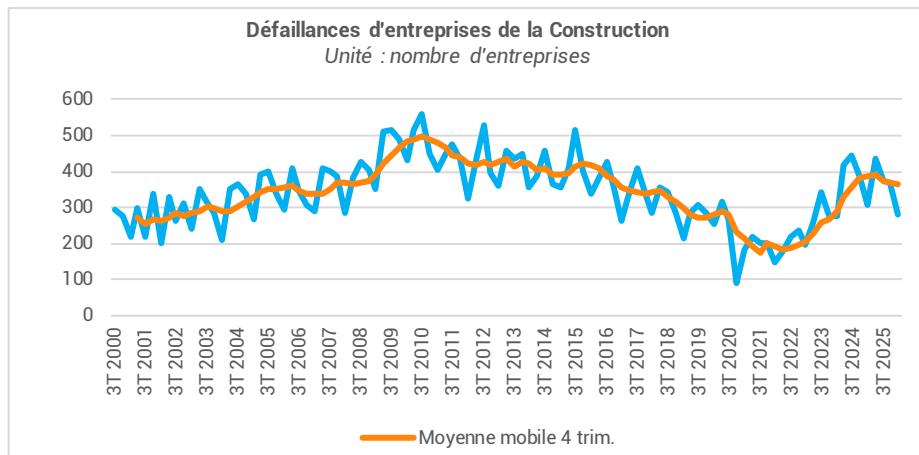




# APPAREIL DE PRODUCTION

## Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction		3e trim. 2025 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre		281 défaillances	-7,9%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.		1 457 défaillances	-6,2%	▼



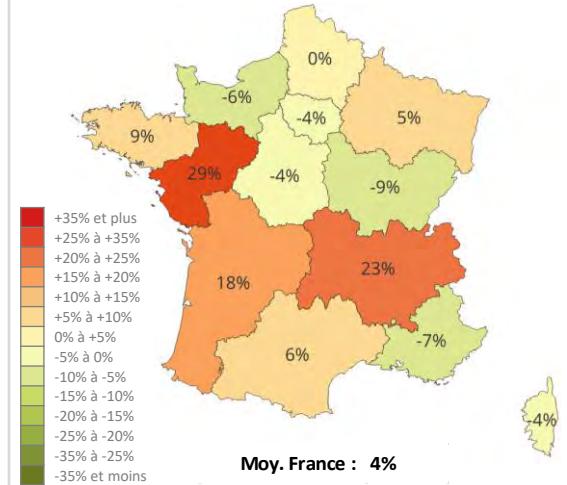
Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

Sur les douze derniers mois à septembre 2025, la Banque de France a recensé 1 457 défaillances d'entreprises dans la région, en recul -6,2% comparé à l'année précédente. Cette baisse se faisant à partir d'un niveau très haut, les volumes de défaillances restent encore particulièrement élevés.

À noter : la Banque de France ne fournit désormais plus de données détaillées concernant les effectifs salariés des entreprises défaillantes. Les informations présentées sont donc limitées aux données disponibles.

**-6,2%**   
EN 1 AN  
**DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION**  
CUMUL 12 MOIS À FIN SEPT. 2025  
**1 457 défaillances**

Entreprises de la Construction défaillantes sur 12 mois glissants à fin septembre 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



**Note :** Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :  
Banque de France (données brutes)



# PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN\*

## Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1
Autorisations logements	1 230 logts	+49,8% <span style="color: green;">▲</span>
Mises en chantier logements	720 logts	+13,9% <span style="color: green;">▲</span>
Mise en ventes de logements	110 logts	-27,2% <span style="color: red;">▼</span>
Réservations de logements	90 logts	+20,5% <span style="color: green;">▲</span>
Autorisations locaux	85 mill. m <sup>2</sup>	+11,0% <span style="color: green;">▲</span>
Mises en chantier locaux	38 mill. m <sup>2</sup>	+5,1% <span style="color: green;">▲</span>
Activité du trimestre Travaux Publics		-1,1% <span style="color: red;">▼</span>
Activité cumulée Travaux Publics		-2,7% <span style="color: red;">▼</span>
BPE	129 460 m3	+2,9% <span style="color: green;">▲</span>
Nombre Appels Offre publiés	320 AO	+16,6% <span style="color: green;">▲</span>
Montant Appels Offre publiés	380 M€	+14,0% <span style="color: green;">▲</span>
Salariés	3 352 sal.	-2,3% <span style="color: red;">▼</span>
Intérimaires	397 ETP	-2,1% <span style="color: red;">▼</span>
Dem. d'emplois	630 DEFM	+0,6% <span style="color: gray;">►</span>

## Alpes-Maritimes

		Evol N-1
Autorisations logements	4 450 logts	-14,7% <span style="color: red;">▼</span>
Mises en chantier logements	4 370 logts	+17,2% <span style="color: green;">▲</span>
Mise en ventes de logements	1 400 logts	+42,1% <span style="color: green;">▲</span>
Réservations de logements	1 610 logts	+6,1% <span style="color: green;">▲</span>
Autorisations locaux	247 mill. m <sup>2</sup>	-20,1% <span style="color: red;">▼</span>
Mises en chantier locaux	138 mill. m <sup>2</sup>	+60,1% <span style="color: green;">▲</span>
Activité du trimestre Travaux Publics		-0,2% <span style="color: gray;">►</span>
Activité cumulée Travaux Publics		+1,3% <span style="color: green;">▲</span>
BPE	577 700 m3	-15,2% <span style="color: red;">▼</span>
Nombre Appels Offre publiés	1 060 AO	+10,2% <span style="color: green;">▲</span>
Montant Appels Offre publiés	1790 M€	+1,0% <span style="color: green;">▲</span>
Salariés	24 146 sal.	-1,9% <span style="color: red;">▼</span>
Intérimaires	2 395 ETP	-0,9% <span style="color: gray;">►</span>
Dem. d'emplois	4 000 DEFM	-1,1% <span style="color: red;">▼</span>

## Var

		Evol N-1
Autorisations logements	6 170 logts	-2,3% <span style="color: red;">▼</span>
Mises en chantier logements	4 740 logts	+19,7% <span style="color: green;">▲</span>
Mise en ventes de logements	1 240 logts	+28,5% <span style="color: green;">▲</span>
Réservations de logements	1 040 logts	-23,5% <span style="color: red;">▼</span>
Autorisations locaux	361 mill. m <sup>2</sup>	-7,1% <span style="color: red;">▼</span>
Mises en chantier locaux	212 mill. m <sup>2</sup>	+3,6% <span style="color: green;">▲</span>
Activité du trimestre Travaux Publics		+6,0% <span style="color: green;">▲</span>
Activité cumulée Travaux Publics		+5,7% <span style="color: green;">▲</span>
BPE	641 580 m3	-13,8% <span style="color: red;">▼</span>
Nombre Appels Offre publiés	1 010 AO	-5,6% <span style="color: red;">▼</span>
Montant Appels Offre publiés	1240 M€	-19,6% <span style="color: red;">▼</span>
Salariés	22 667 sal.	-2,4% <span style="color: red;">▼</span>
Intérimaires	2 097 ETP	-8,6% <span style="color: red;">▼</span>
Dem. d'emplois	3 822 DEFM	+2,2% <span style="color: green;">▲</span>

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

-SDES, Sit@del2 (*logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte*)

-SDES, ECLN (*données brutes*)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation  
-FNTP/INSEE  
-Enquête FRTP/CERC  
-UNICEM (*données brutes*)

-VecteurPlus  
-ACOSS-URSSAF (*données cvs*)  
-DARES (*données brutes*)  
-INSEE (*données brutes*)  
-Banque de France (*données brutes*)

-Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025

-Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025

-Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin sept. 2025

-Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 4e trim. 2025 comparé au 4e trim. 2024 en valeur

-Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 4e trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur

-BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin nov. 2025

-Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin déc. 2025

-Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 3e trim. 2025

-Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin nov. 2025

-Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 4e trim. 2025

## Hautes-Alpes

		Evol N-1
Autorisations logements	1 240 logts	-6,6% <span style="color: red;">▼</span>
Mises en chantier logements	1 000 logts	-6,0% <span style="color: red;">▼</span>
Mise en ventes de logements	250 logts	-12,2% <span style="color: red;">▼</span>
Réservations de logements	310 logts	+9,9% <span style="color: green;">▲</span>
Autorisations locaux	79 mill. m <sup>2</sup>	+20,1% <span style="color: green;">▲</span>
Mises en chantier locaux	44 mill. m <sup>2</sup>	-26,3% <span style="color: red;">▼</span>
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,8% <span style="color: green;">▲</span>
Activité cumulée Travaux Publics		+0,6% <span style="color: gray;">►</span>
BPE	81 430 m3	-24,8% <span style="color: red;">▼</span>
Nombre Appels Offre publiés	310 AO	-14,7% <span style="color: red;">▼</span>
Montant Appels Offre publiés	360 M€	-4,1% <span style="color: red;">▼</span>
Salariés	3 961 sal.	+0,5% <span style="color: gray;">►</span>
Intérimaires	891 ETP	-1,4% <span style="color: red;">▼</span>
Dem. d'emplois	392 DEFM	+11,7% <span style="color: green;">▲</span>

## Bouches-du-Rhône

		Evol N-1
Autorisations logements	11 000 logts	+10,1% <span style="color: green;">▲</span>
Mises en chantier logements	8 280 logts	+8,0% <span style="color: green;">▲</span>
Mise en ventes de logements	1 950 logts	+46,3% <span style="color: green;">▲</span>
Réservations de logements	1 910 logts	-6,3% <span style="color: red;">▼</span>
Autorisations locaux	1 455 mill. m <sup>2</sup>	+25,9% <span style="color: green;">▲</span>
Mises en chantier locaux	743 mill. m <sup>2</sup>	+52,8% <span style="color: green;">▲</span>
Activité du trimestre Travaux Publics		+10,5% <span style="color: green;">▲</span>
Activité cumulée Travaux Publics		+4,7% <span style="color: green;">▲</span>
BPE	940 320 m3	-9,7% <span style="color: red;">▼</span>
Nombre Appels Offre publiés	1 460 AO	-4,5% <span style="color: red;">▼</span>
Montant Appels Offre publiés	2 330 M€	-6,8% <span style="color: red;">▼</span>
Salariés	50 876 sal.	-0,5% <span style="color: gray;">►</span>
Intérimaires	5 635 ETP	-9,9% <span style="color: red;">▼</span>
Dem. d'emplois	7 969 DEFM	-7,8% <span style="color: red;">▼</span>

## Vaucluse

		Evol N-1
Autorisations logements	3 850 logts	+78,0% <span style="color: green;">▲</span>
Mises en chantier logements	2 100 logts	-7,2% <span style="color: red;">▼</span>
Mise en ventes de logements	220 logts	+6,3% <span style="color: green;">▲</span>
Réservations de logements	260 logts	-26,7% <span style="color: red;">▼</span>
Autorisations locaux	303 mill. m <sup>2</sup>	-36,7% <span style="color: red;">▼</span>
Mises en chantier locaux	158 mill. m <sup>2</sup>	-37,0% <span style="color: red;">▼</span>
Activité du trimestre Travaux Publics		+8,6% <span style="color: green;">▲</span>
Activité cumulée Travaux Publics		+7,8% <span style="color: green;">▲</span>
BPE	337 670 m3	-5,8% <span style="color: red;">▼</span>
Nombre Appels Offre publiés	530 AO	+1,3% <span style="color: green;">▲</span>
Montant Appels Offre publiés	890 M€	+31,7% <span style="color: green;">▲</span>
Salariés	12 727 sal.	-4,2% <span style="color: red;">▼</span>
Intérimaires	1 194 ETP	+1,4% <span style="color: green;">▲</span>
Dem. d'emplois	2 330 DEFM	+4,2% <span style="color: green;">▲</span>

\* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1



## Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC